

# Proudhon

## Introduction

Courant anarchiste extrêmement **méconnu** et **peu représenté** dans la société. « Il n'y a pas un sur cent et pourtant ils existent » Léo Ferré.

**Éternels révoltés**, ils ont pourtant joué un certain rôle dans l'histoire. Au sein du mouvement ouvrier notamment (Première internationale avec partisans de Bakounine, Les débuts du syndicalisme en France avec construction CGT, la révolution espagnole en 1936 et son mouvement de collectivisations...etc).

Même **aujourd'hui** il persiste un courant anarchiste de façon discrète dans les mouvements sociaux. (altermondialisme, black block, G20....).

Nous allons parler d'une des **figures emblématiques**, un **fondateur**, premier penseur se revendiquant de l'anarchisme. Proudhon est un penseur plein de contradictions, il a évolué et des gens aussi bien d'extrême gauche que d'extrême droite ont pu s'en revendiquer. Saint Beuve lui consacra tout un livre, Charles Péguy se sert de sa pensée... Mais je ne traiterais que sous l'angle anarchiste et socialiste révolutionnaire. Vu ses origines populaires, sa vie, la plupart de ceux qui s'en revendiquent sont plutôt d'extrême gauche donc on fera ça.

Contexte de l'émergence du courant : XIX ème bien plus agité socialement et politiquement que le notre.

Exemple de l'histoire de la France :

- Révolution française n'est pas bien loin (comme pour nous mai 68)
- Puis révolution de 1830, 1848, la Commune de Paris en 1870.

De manière générale :

- Combat politique pour les libertés démocratiques contre les monarchies, contre la noblesse
- Combats, nationalistes contre les empires, vastes ensembles comme Autriche Hongrie ou Russie (« prison des peuples » avec dizaines de nationalités)
- L'Allemagne cherche à s'unifier ainsi que l'Italie avec ses fameux groupes révolutionnaires les carbonari, Garibaldi et ses chemises rouges...etc
- L'Europe bouillonne, les populations ouvrières et paysannes se révoltent et prennent part à toutes ces combats politiques.
- Mais la jeunesse des milieux aisés est également touché par cette effervescence, elles se lancent dans les combats politiques. Wagner et Bakounine se côtoieront pendant la révolution de 1848 sur les barricades et Engels, compagnon de Marx descendra prendre les armes avec eux. Regarder des films italiens justement : Senso de Visconti avec des slogans dans un opéra.

Dans ce tumulte, du XIX va émerger le socialisme. Pas faire de contresens (rien à voir avec les socialistes aujourd'hui). Ce mot recouvre à l'époque multitude de courant.

Pour reprendre la terminologie marxiste :

- Tout débute avec « socialiste utopiques ». Des penseurs qui sont en quelques sortes les continuateurs des lumières (Fourrier, Saint-Simon, Owen...etc). Même méthode (trouvé les principes que l'humanité devra appliquer). Après RF déçu par bourgeoisie.
- Vont chercher à construire des modèles de société (phalanstère de Fourrier), un peu sur le modèle de l'Utopie. Ou réalisation pratique (Owen)
- Mais au début du socialisme et mouvement ouvrier ne sont pas ensemble. Les ouvriers battent des syndicats, le chartisme se développe en Angleterre, se révolte comme à Lyon avec les Canuts. Mais pas de rapprochement entre les deux.
- Rupture avec le marxisme : justement pense que c'est la classe ouvrière doit et surtout peut changer le monde. Seul elle est révolutionnaire. Il ne faut pas chercher des plans dans sa tête, la société elle-même renferme en son sein la classe qui peut faire avancer l'humanité.

En tout cas : il y a une multitude de courants chez les socialistes et les révolutionnaires en générale. Et le marxisme est très loin d'être hégémonique au XIX.

On trouve donc l'anarchisme qui fait partie de la **grande famille du socialisme**. Un des cinq syndicalistes anarchiste condamné à la pendaison suite à un procès truqué, **Adolphe Fischer** disait « *tout anarchiste est socialiste, mais tout socialiste n'est pas nécessairement un anarchiste* ».

**Le personnage** : fils tonnelier et d'une cuisinière, naît à Besançon en janvier 1809, il mourut à Paris en janvier 1865 à l'âge de 56 ans. Enfance du peuple.

Bourse lui permet de faire des études secondaires au collège de Besançon. Brillant. Mais obligé à 17 ans de quitter pour aider ses parents. Sans avoir le baccalauréat. Devient ouvrier typographe et connaît les vicissitudes de la vie errante et difficulté de trouver du travail.

Il lit, se cultive, passe son baccalauréat à 29 ans et réussit à décrocher bourse suard en 1838. Intéressant de lire la description qu'il fait de lui-même à la page 42,43 de Guérin NDNM.

Suit même des cours au collège de France. Mais sa bourse va lui être retiré après la publication de son célèbre ouvrage : « *qu'est-ce que la propriété ?* », qui est une charge contre la propriété sacralisée par le Code Napoléon. Salué par Marx dans son livre la Sainte famille où il explique qu'il a autant d'importance que l'ouvrage Sieyès « *qu'est-ce que le tiers État ?* ». Après quelques publications où il persiste dans ses critiques, Proudhon sera même traduit devant la cour d'assises de Doubs mais sera finalement acquitté.

Il traversera la révolution de 1848, sera emprisonné à St Pélagie sous le Second Empire et écrira de nombreux ouvrages. Intéressons nous aux aspects fondamentaux de sa doctrine qui évoluera jusqu'à sa mort.

### **I - Proudhon, sa critique de la propriété et son projet d'autogestion ouvrière**

Ses recherches partent d'un sentiment de révolte. Pourquoi la misère et la douleur ? Faut-il que l'homme soit éternellement malheureux ? Il travaillera énormément, cherchant inlassablement à comprendre, lira centaines d'ouvrages, pèsera le pour et le contre des argumentations. Il ne voudra pas puiser dans les doctrines des autres socialistes. Il va chercher dans les antiquités socialistes : pour lui ceci est dans la Bible. Et Il sera toute sa vie imprégné d'une culture chrétienne.

Pour comprendre cette révolte, pour s'imaginer ce qu'il a pu voir autour de lui, il faut penser au rapport Villermé, du nom médecin qui fit un rapport dans la première moitié du XIX<sup>ème</sup> sur la misère ouvrière. Où l'on voit dans le département du Nord les ouvriers vivent dans des caves, abruti par le travail, s'entassant par famille entière dans le même lit, l'alcoolisme, la déchéance matérielle et morale.

Son projet est décrit dans son mémoire adressé à l'académie de Besançon pour obtenir la bourse, il veut travailler sur la propriété, pour améliorer les conditions d'existence des classes laborieuses.

Sa conclusion est sans réplique et un peu provocatrice. Dans « qu'est-ce que la propriété » : il assène cette phrase choc : la propriété c'est le vol !

Pour autant, contrairement, aux marxistes il ne conclut pas à l'abolition de la propriété privée des moyens de productions, à la collectivisation intégrale. Le communisme, qu'il nomme la communauté, est pour lui une entrave aux libertés individuelles. Et il le condamne catégoriquement. L'homme veut rendre service par raison non par ordre, choisir sa discipline, ses amitiés, en un mot rester libre. Le communisme viole l'autonomie de la conscience mais également de l'égalité car on rémunérait de la même façon le travail et la paresse, le talent et la bêtise.

Mais que veut-il au juste s'il ne veut pas l'abolition de la propriété, le communisme ? Si la propriété engendre la misère et tant de tares ne faut-il pas la supprimer ? Ici réside l'originalité de Proudhon.

C'est à l'occasion de la révolution de 1848 qu'il va exposer son projet, l'autogestion ouvrière, sorte de troisième voie entre le capitalisme et le communisme.

Proudhon avait vu la révolution de 1848 avec beaucoup d'appréhension, il sera finalement élu député. Il gardera de nombreux remords sur cette épisode. Racontant comme il était absorbé par le travail de parlementaire, il n'a pas vu venir les émeutes et le massacre de juin 1848. Croyant même aux discours sur la manipulation étrangère.

Il descend finalement dans la rue et constatant les atrocités commises, se radicalisera, du haut de sa tribune proposant de taxer les riches, menaçant la bourgeoisie, proclamant fièrement qu'il est le représentant de la classe ouvrière.

Dans la continuité de cette nouvelle position, il soutiendra Raspail, un socialiste, à l'élection présidentielle d'où Bonaparte sortira vainqueur. Il va alors écrire un manifeste électoral qui est assez représentatif de sa pensée.

Il revient d'abord sur la critique de la société capitaliste. Vraie cause de la misère : distinction capital, travail, talent (les capacités). Tant que la société sera divisé de telle sorte il y aura des inégalités.

Partout de tout temps : travailleur a été asservi (esclave, plébéien, prolétaire) et le capitaliste exploiteur (patricien ou noble, propriétaire ou bourgeois). Et l'homme de talent un parasite, un agent de corruption : prêtre, clerc, fonctionnaire public..etc

Avec la constitution actuelle de la propriété engendrant une société de classes impossible d'avoir la liberté, l'égalité, la République. Mais il ne critique pas la propriété en soi, il critique l'usure, le droit d'aubaine. Tout n'est pas à rejeter dans la propriété. Il faut plutôt, faut réunir en une seule personne ces trois notions : capitaliste, travailleur et savant ou artiste.

Il faut opposer à l'usure un autre principe : le crédit. Tous les travailleurs devraient bâtir un vaste système de crédit pour s'entraider et reconstruire la société en fondant des associations ouvrières où ils seraient justement propriétaire de leur instrument de travail. En cela il dit

s'appuyer sur l'expérience du peuple qui crée spontanément des associations de ce genre à Lyon et à Paris à cette époque.

Il insiste alors sur le fait qu'être socialiste ce n'est pas être un spoliateur. Qu'il ne faut pas procéder à une expropriation des propriétaires. Ce serait selon lui un abus car sans indemnité préalable et sans utilité publique. On voit là la pensée profondément juridique de Proudhon.

Même l'impôt progressif est à exclure :

- partiel : simple concession
- total : expropriation
- si les autres socialistes veulent le faire, laissons les, la justice de Dieu tranchera, nous sommes pour la conciliation et le progrès
- Succession : propriété droit constitutionnel, faut respecter le vœu de la majorité.
- Ni sur le luxe : nous sommes pas des envieux, pourquoi punir la jouissance de la propriété ?

Résume sa position contre l'étatisation et association ouvrière p.81. Pas encore anarchiste tout à fait car encore l'Etat.

Énumère même l'organisation p.54. Mais déçu par les nombreux ratés. Discorde, rivalité, défection, trahison les ont minés ! Et de plusieurs centaines d'associations ouvrières créées en 1848, il en restait neuf ans plus tard, tout juste une vingtaine.

Et il va alors réviser sa position sur les associations. Il leur a manqué des hommes civiliser et capable, débarrassé des tares du capitalisme selon lui. On ne née pas associé on le devient, il manquait une certaine éducation. Sur le plan juridique, il va abandonner l'idée de laisser la propriété de l'entreprise aux associations. Va dire qu'il faut laisser la possession et non la propriété aux associations. La possession est pour lui démocratique, républicaine, égalitaire : elle consiste en en un droit d'usufruitier, c'est une concession incessible et inaliénable. La propriété étant absolutiste, féodale...etc

Il s'agit donc pour Proudhon non pas de supprimer la propriété en générale mais sa forme actuelle, son organisation purement capitaliste. Il faut ramener la propriété à ses justes bornes dira t il, càd la propriété moins l'usure, en fondant des associations ouvrières qui par leur exemple peuvent rallier le petit commerce et la petite propriété d'abord puis la grande. Sans passer par une révolution expropriant violemment la bourgeoisie.

A la formule la propriété c'est le vol, il faut rappeler qu'il en a rajouté une autre : la propriété c'est la liberté. Cette seconde formule se comprend à l'aune de sa théorie des antinomies (des contradictions en quelques sortes, philosophie générale, conception de l'évolution du monde qu'il a élaboré). Chaque réalité comporte deux aspects, l'un positif, l'autre négatif qu'il s'agit pour Proudhon d'équilibrer. Il faut trouver une harmonie.

Sa volonté de conserver la propriété privée au travers de ses associations ouvrières entraînera la rupture avec Karl Marx. Son ouvrage « Système des contradictions ou philosophie de la misère » où il développe ses idées sur les antinomies et les moyens de trouver un équilibre lui vaudra une réplique cinglante de Marx dans un livre au titre « Misère de la philosophie ».

## II - Proudhon, l'État et le fédéralisme

Les anarchistes ont une haine farouche pour l'autorité. L'idée que des hommes en gouvernement d'autres leur paraît aussi néfaste que l'exploitation de l'homme par l'homme.

L'Etat est leur cible favorite. Proudhon inaugure cette tradition. De la révolution de 1848, il tire une condamnation sans appel de l'Etat et du pouvoir.

Nécessité de s'organiser, ne cherche absolument pas le désordre ! Proudhon le premier a dit que l'anarchie est l'ordre naturel, la vraie unité contrairement à l'ordre artificiel imposé d'en haut, la fausse unité qu'engendre la contrainte gouvernementale.

Il attaque ce qu'il nomme le préjugé gouvernementale selon lequel il serait aussi naturel d'avoir un gouvernement que dans une famille Père = Roi ; Mère = ministre et les enfants les sujets (Louis de Bonald, philosophie monarchiste).

Il critique la justification des gouvernements se présentant comme les garant de l'ordre et l'arbitre des litiges. La divergence des intérêts entre classes sociales étant impossible à résoudre d'où la nécessité d'un arbitre impartial. Mais pour lui il est possible de les concilier. Cette justification est fausse.

On peut selon lui organiser les forces économiques sous la loi suprême du contrat, sans gouvernement. Si c'est possible entre deux producteurs, pourquoi ne pas le multiplier entre des millions ?

Il a donc l'idée donc d'un contrat social, dont le contenu révèle sa culture biblique : p. 96. Pour lui en effet, la justice occupe une place primordiale, c'est en quelque sorte elle qui permet de régler de façon harmonieuse les antinomies dont nous avons parlé plus haut. Cela rappelle étrangement la pensée juridique des romains et des juristes de l'ancien régime.

Le contrat social pourrait faire penser qu'il évoque Rousseau mais il n'en est rien. Tout gouvernement est par essence un mal qu'il faut extirper de la société. Il n'y a pas deux espèces de gouvernement. Tous sont de droit divin et despotique, celui de Rousseau, de la constitution de 91 et tous les autres. Même flanqué d'un procédé électoral, il s'impose à la liberté et à la conscience.

Rien ne peut le légitimer, ni la force (mœurs des barbares), ni la foi (mœurs sacerdotales), ni la caste (mœurs aristocratiques). Force, hérédité ou nombre (vote) sont les formes variables d'une même ordalie, d'un jugement de Dieu. p.97-98. Il se démarque totalement de l'idée de contrat social, les hommes doivent conclure un pacte mais directement entre eux, rejet de tout parlementarisme. Le suffrage universel pour lui est une stupidité, une assemblée qui se forme par le caprice du sort qui ne donne aucune garantie. Les gens se font bernés par des filous lors des élections trop souvent.

Même les mandats impératifs ou le droit de révocation ne lui donne pas plus confiance dans le suffrage universel.

S'il rejette ce type de démocratie représentative il critique également la démocratie directe, il n'est pas plus en accord avec l'idée d'un gouvernement entièrement confondu avec le peuple même. Car cela soulèverais des difficultés insurmontables.

Si tous sont gouvernants ? Qui assumera la fonction de gouvernés ? Qui travaillera pour nourrir la population si tous sont occupés à gérer les innombrables questions de gestion et d'administration ?

Il fait alors le parallèle avec Athènes : la démocratie directe y était possible car les 20 000 citoyens avaient 400 000 esclaves pour s'occuper des taches productives ! Les français ne les ont pas .... On se demande alors quelle forme d'organisation il peut bien vouloir. C'est une évidente

contradiction chez lui que de rejeter à la fois les deux systèmes.

La fin de l'autorité signifie pour lui p. 102. p.105

Proudhon se disait plus volontiers fédéraliste qu'anarchiste vers la fin de sa vie. En 1858, dans son ouvrage « *De la justice dans la révolution et dans l'Église* », il reviendra sur sa position anarchiste et concède que la société telle qu'il la voit ne peut se passer d'un gouvernement.

Sans gouvernement, point de liberté, de propriété et de sûreté pour les personnes. Pas de moralité ni de richesse pour les nations.

Il va même jusqu'à dire que « *le gouvernement est à la fois le bouclier qui protège, l'épée qui venge, la balance qui détermine le droit, l'œil qui veille* » ; que « *l'anarchie d'après le témoignage constant de l'histoire n'a pas plus d'emploi dans l'humanité que le désordre dans l'univers* ».

Ces écrits ont donné lieu à de nombreux commentaires. Les anarchistes ont souvent dit que le révolutionnaire s'était assagi avec le temps, d'autres qu'il n'y avait là que l'aboutissement de sa philosophie, une évolution qui n'était pas en rupture avec sa pensée. Peu importe, il n'en reste pas moins qu'il a considérablement modifié ses positions.

Ordre et anarchie ne vont plus de pair comme auparavant mais c'est l'État qui devient garant du droit.

Lui même écrit à un ami en 1855, que de 1839 à 1852 il a eu sa période critique et que maintenant il entame sa période constructive.

Une des raisons qui lui font revoir ses idées sur l'État est la place croissante que prend le droit dans ses derniers écrits en lien avec sa dialectique, sa théorie des antinomies qu'il affine de plus en plus.

Le droit y est décrit comme le principe régulateur de la société. Il fait même de tout son système une philosophie du droit, de la morale et de la liberté. Il avance vers une conception où la solution ne consiste plus à supprimer l'autorité mais à trouver un moyen d'équilibrer la relation conflictuelle entre l'autorité et la liberté, tâche qu'il assigne au « *contrat dont la teneur fait droit et s'impose également aux deux puissances rivales* ».

Dans le texte « *Principe fédératif* », il note que la liberté poussée à l'extrême, déboucherait sur la négation de tout principe gouvernemental alors que l'autorité absolue aboutirait à la négation de toute vie personnelle. Le contrat « *mutuelliste* » doit accorder ces deux pôles antagonistes que sont l'autorité et la liberté.

Ce contrat est la solution finale auquel aboutit Proudhon et elle s'oppose au désir de suppression de toute autorité qu'il avait d'abord émis. L'état comme une sorte de mal nécessaire refait surface, tout se passe comme si Proudhon succombait face à la réalité. Il définit ainsi les conditions du contrat mutuelliste

« *Pour que le contrat politique remplisse la condition que suggère l'idée de démocratie synallagmatique et commutative il faut que le citoyen en entrant dans l'association*

- 1/ ait autant à recevoir de l'État qu'il lui sacrifie
- 2/ qu'il conserve toute sa liberté, sa souveraineté et son initiative moins ce qui est relatif à l'objet spécial pour lequel le contrat est formé et dont on demande la garantie à l'État.

*Ainsi réglé et compris, le contrat politique est ce que j'appelle une fédération ».*

L'ensemble de l'ordre juridique repose sur la liberté, sur ces rapports contractuels mais il peut se présenter des cas de dérive. C'est là que l'État devient indispensable. En somme, non seulement Proudhon n'envisage absolument plus de supprimer l'État mais il le considère même comme indispensable, un droit de contrainte étant nécessaire pour garantir l'équilibre social. Mais cette État présente comme une fédération non autoritaire plutôt qu'un gouvernement classique.

La fédération proudhonienne est un compromis entre l'anarchisme et l'étatisme. L'Etat existe mais il résulte de la libre volonté des citoyens. Il ne s'oppose plus à ces derniers, il en est l'expression par le contrat. Même l'impôt est légitime à présent, si du moins l'argent que l'on en retire sert à la collectivité.

Les attributions de l'Etat sont assez large : assurer le respect de la loi, gestion des services publics (fonds publics, instruction, sécurité sociale, médecine sociale...etc). Mais il veut éviter tout centralisation, il prône bien une fédération politique ou une décentralisation, terme qui semble presque synonyme chez lui. Il faut un morcellement en petits groupes autonomes, une multiplication de corps intermédiaire

Son fédéralisme est un véritable droit public. Caractérisé par le partage des pouvoirs entre les entités fédérés et la juste répartition des tâches. Grâce à une telle répartition du pouvoir à l'intérieur d'un Etat, le principe de la fédération ferait obstacle à toute appropriation du pouvoir politique que ce soit par un groupe de dirigeants ou un chef d'Etat.

Il transpose même sa conception sur le plan international. L'idée est de former une confédération de petits États. La formation de grand Etats étant proscrite car conduisant inévitablement à une centralisation du pouvoir incompatible avec la liberté. Une fédération unique sur le plan international lui déplait pour la même raison. Même l'idée d'une fédération à l'échelle de l'Europe ne trouve pas grâce à ses yeux. L'ensemble est déjà trop vaste, l'Europe ne devrait former qu'une confédération de confédération si elle voulait suivre sa doctrine. De plus chaque « *Etat disposant au sein de cette grande fédération européenne d'un nombre de voix proportionnel à sa population et à son territoire les petits Etats se trouveraient bientôt dans cette prétendue confédération inféodés aux grands, une semblable fédération ne serait qu'un piège ou n'aurait aucun sens* ».

### **Conclusion :**

Au final, on voit que deux conceptions bien éloigné se sont succédés chez Proudhon, d'anarchiste il est devenu fédéraliste. Contradictoires en apparence, son évolution est en réalité le résultat d'une profonde évolution de ses vues. Si des gens aussi éloigné politiquement que les anarchistes de la CNT espagnol et des penseurs de la droite ont pu reprendre des idées à Proudhon c'est certainement en raison de la grande diversité des opinions que l'on retrouve chez lui. On peut noter par exemple qu'il a pu être un ardent défenseur de l'égalité mais qu'il a eu des positions bien plus conservatrices sur les moeurs. La famille est pour lui la base de la société. Le père en étant le justicier et le maître, la femme ne devant être que soumise. Il est l'ennemi déclaré de l'égalité des sexes. Les rapports homme/femme ne sont pas un rapport social mais un rapport naturel pour lui. L'homme est naturellement supérieur à la femme qui doit être fécondé. Dans sa correspondance privée, c'est un thème récurrent, il explique que la femme est diminutif de l'homme, une sorte de moyen terme entre lui et le reste du règne animal, livrée à elle même elle ne sortirait pas de l'état bestial » (Justice dans la révolution et dans l'Église). Mais ils n'étaient peut-être pas très loin de ce que pensaient la plupart des hommes travailleurs de l'époque, voyant d'un mauvais œil l'entrée des femmes sur le marché du travail et redoutant la baisse des salaires.